Questions orales

• (1130)

Le ministre se disposait-il à introduire des mesures pour stabiliser les taux d'intérêt hypothécaires? Qu'entend-il faire pour relancer le bâtiment et procurer ainsi un emploi à Tony Brown?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député sait bien qu'il est impossible d'examiner des cas particuliers pendant la période des questions. Cela n'est pas possible. La même chose s'est produite cette semaine quand un député a voulu soulever un cas particulier. Lorsqu'on lui a demandé ultérieurement de donner des précisions, il a été incapable de fournir des données précises qui auraient permis d'enquêter sur la situation.

Je rappellerai au député que le budget prévoit un programme d'aide de sorte qu'aucune famille ne perdra sa maison à cause des taux d'intérêt. Voilà une mesure concrète.

Le député soulève maintenant le cas de la construction de logements locatifs. Le budget prévoit des sommes considérables pour faciliter la construction locative.

Au cours de la dernière session et même durant la présente, le député n'a eu que du mépris pour le programme IRLM. Je m'étonne qu'à l'annonce de la suppression de ce programme au début de l'an prochain, le député ne se soit levé pour crier bravo.

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

LA MOUSSE ISOLANTE D'URÉE-FORMALDÉHYDE— L'INDEMNISATION DES PROPRIÉTAIRES DE MAISONS

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, cela fait déjà onze mois que le gouvernement a interdit officiellement l'utilisation de la mousse d'urée-formaldéhyde pour isoler les maisons. Entre-temps, 100,000 propriétaires de maisons s'inquiètent et se demandent ce que le gouvernement va faire. Dans bien des cas, même, les gens sont désespérés parce que le prix de leur maison a chuté ou qu'ils sont confrontés à des problèmes de santé graves. Il y a au moins six ministres que ce problème intéresse.

J'aimerais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui est chargé de la mise en œuvre du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes, si le député d'Hochelaga-Maisonneuve, qui est ministre d'État, annonçait une décision officielle du gouvernement quand il a déclaré dernièrement que le Conseil du Trésor avait adopté le principe de l'évaluation des dangers causés par la mousse et du dédommagement des victimes. Depuis lors, a-t-il réussi à convaincre ses collègues du cabinet qu'il fallait dédommager les victimes de l'urée-formaldéhyde?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, le ministre responsable

de cette question, le ministre de la Consommation et des Corporations, a été présent à la Chambre toute la semaine et aurait été en mesure de répondre à cette question, à laquelle d'ailleurs il a déjà répondu la semaine dernière. Alors je n'ai rien à ajouter à ce que mon collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations, a répondu la semaine dernière à ce sujet.

[Traduction]

LES CONSEILS DU GOUVERNEMENT

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, je tiens à le répéter. Il y a six ministres qui s'occupent de ce dossier. Nulle part dans le budget on ne parle de mesures d'urgence pour dédommager les victimes.

Le ministre de la Consommation et des Corporations a déclaré dans une lettre qu'il a adressée à mes collègues ceci:

... des mesures appropriées seront prises dès que nous aurons reçu les résultats des tests effectués à l'échelle nationale, les recommandations du comité d'étude et les conclusions du centre de coordination.

Madame le Président, les études sont terminées depuis la fin du mois d'octobre. Les conclusions du comité d'étude sur la mousse d'urée-formaldéhyde ne seront connues qu'au milieu de l'hiver

Je me tourne donc vers le premier ministre. Qu'est-ce que les victimes de ce produit doivent faire en attendant que le gouvernement se décide enfin à faire quelque chose? Le gouvernement aurait-il des conseils à donner à ces gens qui tombent malades? Est-ce à eux de faire enlever cette mousse isolante toxique?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, encore une fois, je réfère mon collègue à ce que le ministre de la Consommation et des Corporations a déjà dit à ce sujet. Le ministre de la Consommation et des Corporations en particulier a dit à la Chambre que des enquêtes avaient lieu dans les résidences des personnes particulièrement affectées et qui avaient porté plainte. Ces enquêtes-là ont eu lieu ou se terminent et elles font à l'heure actuelle l'objet d'analyses. Le ministre de la Consommation et des Corporations a indiqué qu'il rendrait cette information publique le plus tôt possible et à ce moment-là il sera en mesure d'indiquer si d'autres mesures peuvent être prises aussi.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX PÊCHERIES DU PORTUGAL

Mme le Président: Je désire signaler la distinguée présence dans nos tribunes de Son Excellence José Carlos Gançalves Viana, le secrétaire d'État aux Pêcheries du Portugal.

Des voix: Bravo!